
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXX.

Du Dimanche 21 Février 1790.

MONSIEUR Mollien, député de Rouen, a ouvert la séance en témoignant ses regrets de ne s'être pas trouvé à celle du 4 février. Il a prêté devant l'assemblée le serment qui lie tous ses membres au maintien de la constitution.

Après la lecture du procès-verbal de la séance précédente, M. Camus a observé, sur la rédaction du décret concernant l'égalité du traitement des religieux, pourvus ou non pourvus des bénéfices, qu'il étoit nécessaire d'ajouter à ces mots, *qu'il ne sera point fait de distinction quant au traitement des religieux qui sortiront du cloître, entre les religieux pourvus de bénéfices, & ceux qui n'en sont pas pourvus, & que le sort de tous sera le même.*

L'assemblée a adopté cette addition, qui n'a pour objet que de développer le sens de l'article avec plus de clarté; elle a décidé en même temps, que le décret ainsi corrigé; seroit inséré dans le procès-verbal de la veille.

Le rapporteur du comité ecclésiastique a proposé ensuite l'article suivant à la délibération de l'assemblée.

» Les frères *Donnés*, laïcs ou convers, qui auront fait des vœux solennels & qui voudront sortir de leurs maisons

Tome VII.

K

auront par quartier & d'avance, savoir 300 livres jusqu'à 50 ans, & 400 livres après 50 ans.

Un amendement a été proposé par M. l'abbé Latil, qui vouloit qu'on distinguât entre les frères desservans les maisons religieuses, les frères convers ou laïcs qui ont fait des vœux solennels, & les frères *Donnés* qui se sont voués au service d'une maison religieuse sans vœu solennel, mais d'après un engagement. Il a pensé qu'il étoit juste d'accorder une indemnité à ces frères *Donnés*, quoiqu'ils n'aient prononcé aucun vœu.

Cet amendement a été adopté & fondu dans l'article décrété en ces termes :

Les frères laïcs ou convers qui auront prononcé des vœux solennels, ainsi que les frères *Donnés* qui rapporteront un acte d'engagement contracté en bonne forme entre eux & le monastère, auront, lorsqu'ils sortiront du monastère, par quartier & par avance, savoir, 300 livres jusqu'à 50 ans, & 400 livres après 50 ans. »

Le rapporteur a proposé un autre article à la discussion.

» Les religieux qui sortiront de leurs maisons, n'en resteront pas moins incapables de toutes successions & dispositions entre-vifs & testamentaires ; ils pourront seulement recevoir des pensions & rentes viagères. »

M. Mongin de Roquefort disoit qu'il étoit de la justice & de l'humanité de l'assemblée de ne point aggraver la situation des religieux qui étoient rendus au siècle ; qu'il étoit de droit & de politique de les priver des successions *ab intestat*, & même des dispositions en ligne directe, pour ne pas troubler l'ordre des successions ; il ajoutoit que cette prohibition ne devoit pas avoir lieu pour les dispositions testamentaires & entre-vifs, de la part des collatéraux & étrangers ; enfin, que ce seroit étouffer les élans de la confiance & de la liberté, que d'exprimer une pareille prohibition. Il a proposé en conséquence de décréter, que les individus de l'un & de l'autre sexe, qui sortiront des

cloîtres, resteront incapables de toutes successions *ab intestat*; qu'ils pourront néanmoins recueillir les dispositions testamentaires & donations entre-vifs, (autres que celles de leurs parens en ligne directe) desquelles ils pourront disposer comme de ce qu'ils auront acquis. »

Suivant M. Camus, il falloit dire que les religieux qui seront sortis de leurs cloîtres, demeureront incapables de succéder à leurs parens, ou de recueillir aucunes dispositions, soit à titre d'hérédité, soit à titre universel; mais qu'ils seront capables de recevoir les dons particuliers qui seront faits à leur profit, soit par actes entre-vif, soit par testament.

La rédaction de M. Target étoit à peu près dans les mêmes vues, & donnoit une plus grande latitude au droit civil des religieux.

M. de Cuffine proposoit de faire une exception pour ceux des religieux qui pourroient contracter mariage. « Il seroit injuste, a-t-il dit, que les acquêts d'un religieux marié ne pussent pas passer sur la tête de ses enfans. »

M. Fréteau demandoit la priorité pour la motion de M. Camus, attendu qu'elle déclaroit les religieux capables de recevoir toute sorte de legs; mais l'avis du comité l'a obtenue; aussi-tôt il a été fait plusieurs amendemens. M. l'évêque de Rhodès a demandé que les religieux relevés de leurs vœux pour cause légitime, pussent reprendre leurs droits.

M. Dupont vouloit que les religieux succédassent en ligne directe, s'il n'y avoit pas d'autres héritiers.

M. Sarat proposoit de décréter que les religieux fussent déclarés susceptibles de dons & de legs viagers, pourvu qu'en ligne directe ils n'excédassent pas les deux tiers de l'intérêt de la légitime de droit.

M. Populus disoit au contraire que les religieux étoient frappés de mort civile par les loix du royaume, & qu'ils

blée ne pouvoit s'occuper d'aucun de ces amendemens ; & il a proposé la question préalable.

Selon M. Goupille de Préfeld , il falloit dire : « Les religieux qui sortiront de leur institution demeureront incapables de succéder à leurs parens , si ce n'est au préjudice du fife ; ils seront au surplus capables de tous les autres actes de la vie civile. »

M. Guillotin insistoit pour proposer encore plusieurs amendemens. Il disoit que l'avis du comité tendoit à établir dans le royaume une corporation de serfs dans le moment où l'assemblée nationale établissoit la liberté sur les ruines des corporations & de la servitude ; mais il a été interrompu dans son opinion , & il s'est contenté d'appuyer l'amendement de M. Duport.

L'assemblée a fermé la discussion sur cet article , qui avoit donné lieu à un grand nombre de rédactions & d'amendemens.

L'avis du comité a obtenu la priorité , & l'assemblée a décidé qu'elle ne recevroit pas d'autres amendemens.

On a mis aux voix la question préalable sur tous ceux qui avoient été faits , & ensuite la division de la question préalable. La demande de la division a été rejetée , & la question préalable a repoussé tous les amendemens proposés.

L'article mis aux voix , l'assemblée l'a décrété ainsi , sauf rédaction :

« Les religieux qui sortiront de leurs maisons , n'en resteront pas moins incapables de toutes successions & dispositions entre-vifs & testamentaires ; ils pourront seulement recevoir des pensions & rentes viagères. »

La grande diversité d'opinions , & la foule d'amendemens auquel cet article a encore donné lieu , faisoit douter s'il étoit favorable ou nuisible à la liberté qu'on restituoit aux religieux. Les uns sembloient craindre qu'en sortant

Au cloître, ils ne vinssent troubler les familles pour l'ordre des successions ; d'autres vouloient au contraire les faire jouir des droits civils, qui appartiennent à tous les citoyens. Si l'assemblée a trouvé un parti moyen entre ces deux extrêmes, elle aura servi également la religion & la société.

M. le président a nommé les membres qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages pour former le comité de police ; ce sont MM. l'abbé de Montesquion, Dumetz, Treilhard & Fermon : les deux suppléans sont MM. Fréteau & Desmeuniers.

M. le président a rappelé à l'assemblée le décret qui ordonne à MM. les députés de remettre au comité de constitution la délimitation de leurs départemens sur deux cartes, qui doivent être signées par eux & par les membres du comité, & dont une doit rester aux archives nationales, & l'autre remise aux archives de chaque département ; il a demandé aussi que toutes ces cartes fussent remises au comité pour lundi prochain, afin de pouvoir organiser les administrations de département & de district.

Nous avons rapporté dans le N°. précédent le projet de loi, qui, sans altérer la constitution, doit pourvoir à la tranquillité des villes & campagnes où elle a pu être troublée. M. Target en a fait une seconde lecture avant de le soumettre à la discussion.

M. Barnave a pris ensuite la parole, & a dit : « La liberté veut que les pouvoirs de différente nature soient déposés en différentes mains.

« L'énergie du gouvernement exige que les fonctions de la même nature soient concentrées dans les mêmes mains.

« Si vous confiez à divers officiers la même fonction, ou ils se reposeront les uns sur les autres, & la puissance publique dormira ; ou ils agiront en rivalité, & la division s'établira.

» L'application de ce principe ne sauroit être plus évidente que dans le projet du comité.

« Il substitue aux officiers municipaux les officiers de justice, quatre notables, enfin, huit citoyens actifs dans la terrible fonction de requérir la force armée.

» En principe général, les officiers de justice ne peuvent faire mouvoir la force que pour leurs jugemens; là où finit leur compétence, finit toute leur autorité. — Dans la circonstance actuelle les municipalités sont de l'ordre nouveau; les officiers de justice sont de l'ordre ancien; leur attribuer en concurrence le droit de faire mouvoir les troupes, c'est donner à l'ordre ancien & à l'ordre nouveau des armes pour se faire la guerre.

» Quatre notables sont la minorité du grand conseil municipal. Leur donner le droit de faire agir la force, quand la municipalité ne la requiert pas, c'est donner à la minorité l'empire sur la majorité: & pour quel usage?... dans quelle circonstance?

» Enfin, huit citoyens actifs ou éligibles peuvent aussi faire mouvoir les troupes; ils peuvent ordonner aux troupes de dissoudre, par la violence, une assemblée de 10000 citoyens, peut-être paisibles, peut-être généreux & patriotiques. Croit-on bien que le peuple obéisse à une autorité de cette nature? Croit-on que les troupes citoyennes obéissent à huit personnes contre le peuple. Il faudra donc, ou qu'elles résistent à la loi & deviennent rebelles, ou que pour satisfaire la haine, la crainte, les intentions perverses de huit personnes sans caractère, elles enlanguent la place publique. »

Mais les officiers municipaux peuvent arrêter les troupes: oui, mais dans ces circonstances délicates, il existe une distance incommensurable entre ne pas requérir les troupes & leur défendre de marcher. Si les officiers municipaux défendent aux troupes de marcher, le pouvoir donné aux huit personnes devient inutile; s'ils ne le défendent pas, il est absurde & terrible,

Toutes ces mesures hors du principe, affoiblissent & dégradent la puissance publique, introduisent l'anarchie, donnent des armes aux parties, favorisent la tyrannie, & feront naître une multitude de querelles.

» Il ne s'agissoit que d'exprimer, de circonstancier la responsabilité des officiers municipaux, & c'est ce que n'a point fait le comité; à eux sont les honneurs, la confiance, le pouvoir; à eux doivent être aussi les dangers & les obligations.

» Les mesures à ajouter à cette responsabilité peuvent être, dans certains cas, la responsabilité pécuniaire de la commune entière; dans d'autres, l'obligation aux municipalités voisines, de fournir secours à celles qui les demandent seul. Il n'est qu'un cas où la force armée puisse être requise par d'autres que les officiers municipaux; c'est celui où ceux-ci auroient pris la fuite, ou seroient prisonniers entre les mains des séditieux; & dans ce cas même, cette fonction terrible ne peut être confiée qu'à des officiers déjà revêtus de la confiance publique.

» Je demande que la loi proposée soit renvoyée au comité de constitution, pour la réformer d'après ces considérations. »

Il sembloit que M. Chapelier, membre du comité de constitution, eût prévu les fortes objections de M. Barnave, puisqu'il a demandé à faire lecture d'un nouveau projet de loi, dans lequel il avoit corrigé les différens vices qu'on lui opposoit.

« C'est ainsi que de bons citoyens, a dit M. de Mirabeau, doivent profiter des lumières & revenir sur leur propre travail. Je demande l'ajournement avec une nouvelle discussion sur le projet qui vient d'être lu & qui doit être imprimé pour lundi ».

M. Duport & Desmenniers ont présenté de nouveaux motifs d'ajournement.

M. l'abbé Mauri pensoit au contraire que la discussion

qui pourroit être faite jusqu'à la fin de la séance ; donneroit de nouvelles lumières au comité de constitution pour perfectionner son projet de loi.

M. le prince de Poix a proposé de décréter l'impression du projet pour demain , & de commencer la discussion. L'assemblée s'est rendue à cet avis.

M. Chapelier a fait en conséquence une seconde lecture du projet de loi ; & M. de la Fayette a parlé le premier en ces termes :

« Les troubles élevés dans les provinces ont alarmé votre patriotisme , votre justice & votre humanité.

» Vous avez pensé que la révolution avoit dû nécessiter des troubles , parce que dans l'ancien état des choses tout étoit servitude ; alors l'insurrection étoit le plus saint des devoirs.

» Mais aujourd'hui il ne suffit pas d'établir la constitution , il faut la faire aimer de tous. Il faut établir l'ordre par elle & pour elle. Il faut donner à la puissance publique l'énergie qui lui est nécessaire , & le moyen de faire respecter les loix.

Je ne vous présenterai pas des observations que le comité a senties , puisqu'il a changé lui-même son projet de décret. Je crois que les nouvelles dispositions sur les droits féodaux seront bien propres à calmer les troubles. En attendant , nous devons , je pense , ajourner à lundi la discussion du nouveau projet , & engager les auteurs de projet à les faire imprimer d'ici à lundi , qui nous verra sans doute terminer cette loi devenue nécessaire.

« Nous devons faire un décret , a dit ensuite M. l'abbé Mauri , pour rétablir la tranquillité publique ; mais j'observerai que s'il n'est pas réprimant , il sera encourageant ; il en résultera pour les provinces des pillages , des meurtres , des incendies , & pour la capitale , l'affreuse banqueroute.

» N'oublions pas que c'est sur le mémoire du roi , que le comité est chargé de faire une loi , & que nous n'avons

pu transmettre à ses commissaires le droit exclusif de proposer un décret. Chacun de nous a ce pouvoir».

M. de Beaumès a attaqué vivement l'article IV du décret, qui prononce des peines sévères contre les officiers municipaux qui seroient convaincus d'avoir excité ou favorisé les troubles apportés à la perception des impôts, & les attroupemens ou les émeutes.

« Un tel article est inconstitutionnel, immoral, injurieux aux municipalités, a-t-il dit; vous ne pouvez pas placer dans la constitution le soupçon même que les officiers municipaux, les élus du peuple, ses avoués, ses pairs, puissent l'armer d'un poignard contre lui-même. Non, vous ne pouvez penser qu'une telle dégradation arrive jamais dans les municipalités. Si nous étions parvenus à ce degré d'immoralité, il ne faudroit plus penser à faire une constitution libre, & je ne conçois pas comment votre comité a pu écrire un pareil article; gardez-le pour votre code criminel; vous pourrez placer peut-être une telle disposition après la peine que vous réserverez au parricide ».

M. Péthion de Villeneuve, en développant quelques vices généraux qu'il avoit apperçus dans le premier projet, s'est réservé de discuter encore les nouveaux articles.

« Si l'on n'y prend garde, a dit M. Casalès, les propriétaires se mettront en défense, & alors il s'élèvera de toutes parts la guerre la plus dangereuse, celle des hommes qui n'ont rien contre ceux qui possèdent quelque chose ». Il a parlé ensuite des principes établis en Angleterre pour arrêter les insurrections, & il a proposé d'investir le roi d'un pouvoir *illimité* pendant trois mois. « Les vertus du roi, a-t-il ajouté, éloignent toutes les craintes, & la constitution n'a rien à redouter que de nous-mêmes; le seul écueil contre lequel elle puisse se briser, ce sont nos divisions ».

Des murmures peu agréables à l'orateur l'ont empêché de poursuivre, & lui ont annoncé très-intelligiblement qu'il étoit hors de la question,

« S'il faut établir une dictature , s'est écrié M. de Mirabeau , que M. Casalès en fasse une motion particulière , & alors nous lui répondrons. »

M. Despréménil s'est élancé à la tribune pour dire qu'il appuyoit la motion de M. Casalès , & que M. de Mirabeau avoit confondu une émeute , avec un esprit d'insurrection qui avoit gagné toute la France.

« Commençons , a-t-il ajouté , par établir les faits ; c'est la méthode de ceux qui veulent de bonne foi arriver à un résultat sûr.

« Quels sont-ils ? s'agit-il d'un attroupement passager dans une ville ? Non , mais bien d'un esprit d'insurrection , de révolte , de sédition & de brigandage qui a détruit des propriétés , & qui en menace bien d'autres. On brûle des châteaux , on égorge des hommes , on empêche à main armée la perception des impôts ; il faut donc chercher tous les moyens de force , & les prendre où ils sont. M. de Casalès ne s'est pas éloigné de la question ; les faits sont constans. Esprit de brigandage dans plusieurs provinces , oppression à main armée , sollicitudes du roi , mémoire du garde des sceaux , loi martiale insuffisante.

Si les secours des municipalités ne peuvent rien produire , il faut imprimer la plus grande terreur ; c'est ainsi qu'on en use dans la constitution anglaise. Quand l'état est menacé d'une subversion totale , les deux premières branches du pouvoir législatif investissent le roi d'une grande autorité. Le roi fait une proclamation en vertu du bill du parlement , & les forces publiques agissent. L'Angleterre , quoique libre , a donc distingué l'esprit de brigandage des attroupemens passagers. Je propose que le roi soit investi pendant un temps quelconque de la plénitude du pouvoir réprimant ; qu'il fasse une proclamation relative à l'esprit de brigandage qui désole le royaume ; que les ministres agissent ensuite , & qu'ils cessent pour cet objet d'être responsables.

M. Malouet a remplacé M. d'Espréménil dans la tribune ; il n'a pas demandé précisément comme lui la création subite d'une dictature devant laquelle la souveraineté du peuple viendrait se briser, d'une dictature qui ferait taire les lois constitutionnelles ; mais il a lu un discours, tendant à rétablir l'autorité royale sur les bases qu'elle doit avoir, selon lui, dans une monarchie libre.

» Ce n'est pas en jettant *un voile sur le trône* que nous en serons protégés, a-t-il dit ; la liberté nationale ne consiste pas à atténuer le pouvoir exécutif, mais à empêcher sa direction arbitraire ; vous avez reconnu le gouvernement français monarchique, & le pouvoir exécutif suprême, résidant dans la main du roi. Or, la loi de tous les peuples porte que la violence doit être réprimée par la force. Le pouvoir exécutif doit donc agir pour réprimer la violation de la liberté & de la sûreté ; mais s'il est arrêté par les municipalités, celles-ci auront le pouvoir exécutif, & non pas le roi. Je suis loin cependant d'improver le décret qui met le droit de requérir dans les mains du pouvoir civil ; mais j'observe qu'aucun des deux projets présentés par le comité, ne statue sur les cas de recours nécessaires aux ordres du roi, ni sur la peine de la défobéissance. On ne voit dans aucun article ce lien nécessaire qui unit toutes les municipalités au pouvoir exécutif. Tous les peuples nous ont montré les exemples funestes de ce qu'il résulte de la confusion des pouvoirs. (1)

» Il me semble que l'unité & l'activité du pouvoir exécutif ne peuvent être établies qu'en statuant d'une manière expresse, que tous les corps administratifs doivent obéir au roi. Autrement, si les corps intermédiaires peuvent résister, il s'élèvera autant de gouvernemens qu'il y aura de corps administratifs ; alors les municipalités s'affaibliront mutuel-

(1) Faut-il donc donner tous les pouvoirs au roi, pour ne pas les confondre & les réunir dans la même main pour assurer la liberté ?

lement & s'armeront les unes contre les autres. Qu'on y prenne garde ; quand les rois cessent d'être nécessaires au bonheur des nations , ils commencent d'être dangereux pour leur liberté. »

Après ces sinistres présages , qui sans doute , ne s'accompliront pas , M. Malouet a proposé quelques articles du projet du décret du comité.

Ainsi des opinions différentes se sont déjà développées sur la forme de la loi invoquée pour la tranquillité publique ; les uns demandoient un dictateur , comme si dans cette magistrature qui perd Rome , il étoit facile de compenser les dangers de la puissance illimitée avec les avantages de la paix ; les autres vouloient un pouvoir exécutif , dont l'activité ressemblât à celle qu'il avoit dans l'ancien état des choses , c'est-à-dire , dans le temps du despotisme.

Ces dernières opinions sont aujourd'hui trop décriées pour faire fortune ; on en veut de plus conformes aux principes sacrés de la liberté , dont l'assemblée a jeté les fondemens avec un courage qui frappe d'admiration l'Europe entière.

Nous ferons connoître le nouveau projet de loi , & les débats auxquels il donnera lieu.

On souscrit , à Paris , chez C O U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires , de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.